



# Les USA devant le miroir de la dictature



**Les dictatures semblent être de nouveau en plein essor. A côté des « dictatures » apparentes en Corée du Nord et du « dictateur » stigmatisé syrien Bachar el-Assad c'est maintenant au chef d'Etat vénézuélien Nicolás Maduro que l'on reproche de construire une dictature.**

Les dictatures semblent être de nouveau en plein essor. A côté des « dictatures » apparentes en Corée du Nord et du « dictateur » stigmatisé syrien Bachar el-Assad c'est maintenant au chef d'Etat vénézuélien Nicolás Maduro que l'on reproche de construire une dictature. Au début de son voyage en Amérique Latine le vice-président américain Mike Pence a récemment dit au sujet de Maduro :

« Nous n'accepterons pas qu'une dictature apparaisse sur cet hémisphère. Notre continent mérite mieux que cela. »

Par rapport à la Turquie aussi on se demande souvent comment il faut se comporter face à un pays en train de devenir une dictature. Mais au fait : Qu'est-ce qu'une dictature ? Et qui décide qu'un Etat doit être défini comme dictature ? C'est pour clarifier ces questions que cette émission porte sur les critères caractéristiques auxquels on peut reconnaître une dictature.

D'après le centre pour la démocratie à Aarau en Suisse, il y a dans une dictature une seule personne, le dictateur, ou un seul groupe dirigeant qui possède un pouvoir politique illimité dans l'Etat. Le pouvoir est pris par la force et détenu au moyen de la force. C'est intéressant. Tout gouvernement qui gouverne sans égard au peuple est donc une dictature inacceptable. Mais pourquoi est-ce que presque personne ne proteste lorsqu'un pays montre des caractéristiques clairement dictatoriales envers d'autres pays ?

A l'aide du miroir de la dictature décrit plus haut, jetons un coup d'œil sur deux événements politiques actuels :

1. Comment c'était, quand les toutes nouvelles sanctions contre la Russie et d'autres pays ont été décrétées ?

La « loi de sanction » approuvée par le congrès américain le 2 août 2017 et signée par le président américain Donald Trump énumère pas moins de 14 Etats. Mais la loi est formulée de sorte que même les pays qui font des affaires avec un des Etats sanctionnés s'exposent aussi à des conséquences. Ainsi la Chine, l'Allemagne, l'UE et d'autres pays subiront aussi ces sanctions.

En Europe il n'a pas été vu d'un bon oeil que la politique américaine s'immisce aussi ouvertement dans les affaires européennes. Washington décide ce que d'autres pays doivent faire ou ne pas faire sans respecter les règles convenues. Car en fait les Etats et chefs d'Etat du G7 avaient décidé lors de leur dernière rencontre en Sicile en mai dernier que les sanctions contre la Russie devaient être convenues ensemble. Ce qu'aucun autre pays ne pourrait se permettre, le gouvernement des Etats-Unis se le permet de manière tout à fait naturelle.

La liste des sanctions américaines a même eu des répercussions en Suisse. La grande

banque Suisse « Crédit Suisse » a interdit à ses traders de négocier certaines obligations provenant du Venezuela. Dans les nouvelles de 6 heures du 11 août, la radio-télévision suisse n'a laissé aucun doute sur l'origine de la pression sur le « Crédit Suisse » : les citoyens américains ont également interdiction de faire du commerce avec le président Maduro et ses fonctionnaires de haut rang. « Dans ce contexte, même les banques deviennent prudentes », a dit SRF. Normalement ce n'est que dans une dictature qu'on trouve de telles « précautions » prises par peur de sanctions possibles.

2. Qu'en est-il de l'annonce du 21 août 2017, selon laquelle les manœuvres annuelles auraient lieu sur la péninsule sud-coréenne ?

Selon un porte-parole de l'armée américaine, environ 17 500 soldats américains et 50 000 soldats sud-coréens ont participé à cet exercice. La Russie et la Chine ont convié les Etats-Unis à ne pas exécuter ces manœuvres à cause de la situation tendue. Mais qui a besoin de rouler les mécaniques au lieu de miser sur le dialogue, si ce n'est un dictateur international ? Le Président américain Donald Trump exige que La Corée du Nord renonce de son propre gré à son programme nucléaire sans poser de conditions. Mais pour des raisons de sécurité, la Corée du nord pourrait difficilement accepter cela, comme Klagemauer.TV l'a déjà expliqué dans plusieurs émissions.

A propos de « rouler les mécaniques », jetons un coup d'œil en arrière sur l'histoire. Selon beaucoup de critiques, les bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945 n'étaient rien d'autre qu'une démonstration de puissance pour qu'on sache une fois pour toutes qui « commande à la maison » c'est-à-dire qui commande sur la scène internationale. Quelques militaires de premier plan ont déjà pensé à l'époque que l'utilisation des bombes nucléaires n'était ni judicieuse ni nécessaire. Vous trouverez les détails dans l'émission en allemand du 24 août 2017.

Les démonstrations de puissance militaire américaines traversent la politique extérieure des USA comme un fil rouge – depuis les bombes atomiques de 1945 jusqu'à présent. Les Etats-Unis sont de loin ceux qui ont bombardé le plus de pays, depuis le Vietnam jusqu'à la Libye en passant par l'Irak, l'Afghanistan etc. En outre ils possèdent avec leurs 1 000 bases militaires à l'extérieur de leur territoire environ 95% des bases militaires étrangères de tous les pays à l'échelle mondiale. Quelle est encore une fois la définition d'une dictature ? « Le pouvoir est pris par la force et détenu au moyen de la force. »

La station de radio britannique BBC a relaté en avril 2014 suite à une étude de l'université privée de Princeton aux Etats-Unis que « l'empire USA » se révèle à présent comme dictature non seulement sur la scène internationale mais aussi à l'intérieur de son territoire national :

« Les Etats-Unis sont dominés par une élite riche et puissante », tandis que l'américain moyen n'a que peu de pouvoir pour influencer la politique. L'historien américain Eric Zuesse a dit textuellement dans le journal Counterpunch

« La démocratie américaine n'est qu'une duperie et du trompe-l'œil, peu importe le nombre de fois où les oligarques qui dominent notre pays et qui contrôlent aussi nos médias prétendent le contraire. »

Ces choses-là ne sont que quelques singularités dictatoriales sans équivoque de « l'empire USA » et de sa politique. On pourrait continuer la liste à volonté. C'est pourquoi les représentants officiels américains et leurs institutions médiatiques ne sont absolument pas bien placés pour juger quel Etat est une dictature ! Celui qui n'est pas prêt à balayer devant sa porte ne doit pas chercher la boue ailleurs.

de dd.

---

## Sources:

.

---

## Cela pourrait aussi vous intéresser:

#USA-fr - [www.kla.tv/USA-fr](http://www.kla.tv/USA-fr)

---

## Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](http://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: [www.kla.tv/abo-fr](http://www.kla.tv/abo-fr)

---

## Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: [www.kla.tv/vernetzung&lang=fr](http://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

---

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.